



ULCOS en pole position !

Encore dernier du classement en juillet dernier, le projet ULCOS (voir : <https://blefondation.fr/projet-ulcos/>) pointe désormais en première place sur la liste établie par la Commission européenne depuis l'abandon des dossiers anglais en raison de l'insuffisance des financements (<http://blogerslorrainsengages.unblog.fr/2012/10/03/le-projet-ulcos-est-il-egalement-condamne/>). En l'état actuel des choses, il est presque certain qu'ULCOS serait retenu. Néanmoins, cette précision est-elle réellement bénéfique dans le cadre du processus de vente des hauts-fourneaux de Hayange après l'annonce de la décision de leur fermeture par Mittal

Arcelor planchait déjà sur ULCOS dans son centre de recherche de Maizières-lès-Metz (voir : <http://blogerslorrainsengages.unblog.fr/2010/10/28/maizieres-les-metz-a-la-pointe-de-la-rd/>) avant que Mittal ne boucle son OPA (Opération Public d'Achat) hostile. Depuis le printemps 2012, Bruxelles n'a fait que retarder sa décision sur le sujet. Le report de la réunion chargée de statuer sur les projets de capture et de stockage du carbone constitue le dernier exemple en date. Aucune annonce ne sera faite avant la fin de l'année, alors que cela fait deux ans que les premiers appels à projets climatiques ont été lancés. Huit dossiers avaient été sélectionnés, dont ULCOS qui figurait à l'époque en dernière position du classement établi en fonction des coûts de réalisation communiqués.

Aujourd'hui, nombreux sont ceux à penser qu'un heureux dénouement représenterait un avantage pour le repreneur éventuel des installations de Hayange. Dans cette perspective et compte-tenu des reports incessants de Bruxelles, il paraît nécessaire de repousser l'ultimatum fixé par Mittal au-delà du 1^{er} décembre 2012 pour trouver le fameux repreneur de la filière liquide. Un autre levier consiste à faire pression sur la Commission, afin que les technocrates européens se magnent d'annoncer les projets retenus. En tout état de cause et si ULCOS est choisi, il n'est pas évident que la Commission européenne accepte le transfert du projet au repreneur. De même, outre les 150 millions d'euros provisionnés par la France et les 30 millions d'euros apportés par les collectivités locales, il resterait 350 millions d'euros à financer pour adapter et moderniser les hautsfourneaux lorrains. Une telle somme est susceptible de représenter un frein pour n'importe quel industriel. Et ce n'est pas le Mittal endetté qui se désengage qui va apporter le cash. Enfin, quelle place occuperait l'Europe dans le plan de financement de ce projet estimé à plus de 620 millions d'euros ? Pour toutes ces raisons, ULCOS serait-il toujours un atout ?